

Visite de la délégation parlementaire UE/Conseil législatif Palestinien en Cisjordanie et à Jérusalem Est

24 mai 2013



Emer Costello (S&D, IE) Véronique De Keyser (S1D, BE), Alexandra Thein (ALDE, DE), Nicole Kiil-Nielsen (Greens/EFA, FR), Giorgios Toussas (GUE, NGL, EL) étaient en visite à Jérusalem-est et en Cisjordanie du 27 avril au 2 mai 2013. Ils ont également participé à la réunion internationale « Liberté & Dignité » à Ramallah.

Le Parlement européen a adopté une résolution le 14 mars 2013 exprimant son inquiétude quant aux conditions de détention des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes et a appelé à la mise en place d'une mission de collecte de données sur le terrain. Les conclusions du débat de Ramallah confirment que le déploiement d'une telle mission est urgent.

La question des prisonniers palestiniens est inextricablement liée à la pacification de la région sur des bases justes et durables.

Les libertés de la population palestinienne ont été bafouées par l'occupation israélienne. La délégation a été témoin de la manière dont on refuse aux Palestiniens des droits fondamentaux tels que :

- la liberté de mouvement, puisque les « checkpoints » israéliens réduisent l'accès aux écoles et aux emplois et que le mur sépare les familles et empêche au quotidien la circulation des populations

palestiniennes

- la liberté de vivre sans contrainte, puisque les colons israéliens initient des violences contre les Palestiniens et s'en prennent à leurs biens en toute impunité. La police israélienne ne poursuit pas les accusés.
- la liberté de vivre paisiblement, puisque les populations bédouines de la vallée du Jourdain sont expulsées définitivement de leurs habitations du jour au lendemain.
- la liberté d'emprunter les mêmes rues que les Israéliens, comme cela a été observé à Hébron
- la liberté des gouvernants et des hommes d'affaires de développer une économie durable pour les villes et villages, puisque des taxes sont retenues par les Israéliens et les projets économiques refusés comme à Jénine, Hébron ou Bethléem.
- la liberté d'accéder aux ressources naturelles comme l'eau, puisque la consommation par tête dans les colonies est largement supérieure à celle observée dans les territoires palestiniens

La délégation craint que ces mesures ne fassent partie d'une stratégie israélienne pour forcer les populations palestiniennes à quitter leurs terres et renoncer à leur droit de résidence, en particulier à Jérusalem.

Cette politique, de même que le mur de séparation, aboutit à une violation des frontières établies et des accords d'Oslo.

Bien que leurs droits et libertés aient toujours été bafoués par les israéliens, les Palestiniens ont toujours gardé leur dignité et font preuve d'une remarquable résistance. Cependant, ils ont besoin du soutien politique et financier de la communauté internationale.

La délégation appelle la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et les États à insister pour qu'Israël mette fin à ces politiques illégales qui empêchent la reprise des négociations et la fin de l'occupation.

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Visite-de-la-delegation-parlementaire-UE-Conseil-legislatif-Palestinien-en>